



SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER DU PALAIS CONTI - J 236

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

A.E – C.C.A.P

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

**MARCHE DE SERVICES
SCHEMA DIRECTEUR DE MISE EN SECURITE INCENDIE ET EN ACCESSIBILITE**

TITULAIRE :

N° de Marché :

Date : **Septembre 2025**

S O M M A I R E

Article 1 – Objet du marché	7
Article 2 – Intervenants	7
2.1. Maître d’ouvrage	7
2.2. Mandataire	8
2.3. Maitrise d’œuvre	8
Article 3 – Mode de passation du marché	8
3.1 Mode de passation du marché	8
3.2 Prestations similaires	8
Article 4 – Pièces constitutives du marché	8
Article 5 – Obligations générales du titulaire	9
Article 6 – Conditions d’exercice des prestations	9
Article 7 - Sous-traitance	9
Article 8 – Travail dissimulé - Production des documents visés au Code du travail.	10
Article 9 – Montant du marché – Contenu des prix	10
9.1. Contenu des prix	10
9.2. Montant du marché	10
Article 10 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement	12
10.1. Nature des prix	12
10.2 - Mode d’établissement des prix du marché :	12
10.3 - Choix de l’index de référence :	12
10.4 - Modalités d’actualisation des prix	12
10.5 – Modalités de règlement des comptes	12
Article 11 – Durée– délais d’exécution – pénalités	15
11.1 – durée - délais d’exécution	15
11.2 – pénalités	15
11.2.1 – Retard dans la remise des prestations objet du marché	16
11.2.2 - Travail dissimulé	16
11.2.3 – Sous-traitance	16
11.2.4 – Production des attestations d’assurance	16

Article 12 – Retenue de garantie	16
Article 13 – Cession de créance	16
Article 14 – Arrêt de l'exécution des prestations	17
Article 15 – Résiliation – Mesures coercitives	17
15.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général	17
15.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire	17
15.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques	18
Article 16 – Achèvement de la mission	18
Article 17 – Avance	18
Article 18 – Différends et litiges	18
Article 19 – Assurances	19
Article 20 – Déclaration	19
Article 21 - Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	19
Article 22 - Dérogations	20

A remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE

CONTRACTANT :

La société (*à préciser nom*) dont le siège social est à (*à préciser*),

Représentée par (*à préciser*),

Numéro SIRET : (*à préciser*),

Numéro RCS : (*à préciser*),

Code NAF (anciennement APE) : (*à préciser*),

TVA intracommunautaire : (*à préciser*),

Téléphone : (*à préciser*),

Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : (*à préciser*),

désigné ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord-cadre suivantes,

- ☐ le présent AE-CCAP et ses annexes
- ☐ le CCTP
- ☐ La DPGF
- ☐ CCAG-PI
- ☐ Autres

et conformément à leurs clauses, engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Le candidat déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de mon offre est fixé à **180** jours à compter de la date limite de remise des offres.

A remplir par les contractants du GROUPEMENT D'ENTREPRISES SOLIDAIRE

CONTRACTANT :

Le groupement d'entreprises **solidaire**

1^{er} co-contractant - MANDATAIRE

La société **(à préciser)** dont le siège social est à **(à préciser)**

Représentée par **(à préciser)**

Numéro SIRET : **(à préciser)**

Numéro RCS : **(à préciser)**

Code NAF (anciennement APE) : **(à préciser)**

TVA intracommunautaire : **(à préciser)**

Téléphone : **(à préciser)**

Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : **(à préciser)**

2^{ème} co-contractant

La société **(à préciser)** dont le siège social est à **(à préciser)**

Représentée par **(à préciser)**

Numéro SIRET : **(à préciser)**

Numéro RCS : **(à préciser)**

Code NAF (anciennement APE) : **(à préciser)**

TVA intracommunautaire : **(à préciser)**

Téléphone : **(à préciser)**

Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : **(à préciser)**

3^{ème} co-contractant

La société **(à préciser)** dont le siège social est à **(à préciser)**

Représentée par **(à préciser)**

Numéro SIRET : **(à préciser)**

Numéro RCS : **(à préciser)**

Code NAF (anciennement APE) : **(à préciser)**

TVA intracommunautaire : **(à préciser)**

Téléphone : **(à préciser)**

Courriel (du représentant légal de la société, habilité à signer le marché) : **(à préciser)**

désignés ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché ou de l'accord-cadre suivantes,

- ☐ le présent AE-CCAP et ses annexes
- ☐ le CCTP
- ☐ la DPGF
- ☐ CCAG-PI
- ☐ Autres

et conformément à leurs clauses, engage l'ensemble des membres du groupement sur la base de l'offre du groupement à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-avant.

Chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le délai de validité de notre offre est fixé à **180** à compter de la date limite de remise des offres.

L'entreprise (**A préciser**) est le mandataire des entrepreneurs du groupement d'entreprises solidaire.

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Article 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la rédaction d'un schéma directeur de mise en sécurité incendie et en accessibilité de l'ensemble du site, avec rédaction de la programmation technique correspondante sur les périmètres prioritaires des bibliothèques et de l'aile Le Vau.

La mission se décompose en 3 tranches :

- Une tranche ferme (TF) : Rédaction du schéma directeur de mise en sécurité et en accessibilité.

Elle se déroulera en trois phases successives :

- Prise de connaissance de la documentation et visites du site ;
- Rédaction d'un audit sécurité et de mise en accessibilité ;
- Rédaction d'un schéma directeur de mise en sécurité du site.

Chacun de ces 3 items correspond à une partie technique au sens de l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques.

- Trois tranches optionnelles :

- Tranche optionnelle 1 (TO1) : rédaction du programme technique détaillé de mise en sécurité et en accessibilité de la bibliothèque Mazarine
- Tranche optionnelle 2 (TO2) : rédaction du programme technique détaillé de mise en sécurité et en accessibilité de la bibliothèque de l'Institut
- Tranche optionnelle 3 (TO3) : rédaction du programme technique détaillé de mise en sécurité et en accessibilité de l'aile Le Vau

Il est précisé que chaque phase décrite au présent article correspond à une partie technique au sens de l'article 20 du CCAG-PI et que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques.

Le contenu détaillé des prestations est indiqué au CCTP du présent marché.

1.2.1 - Affermissement des tranches

Les tranches optionnelles du marché seront affermies par une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire pendant la durée de validité du marché.

1.2.2 - Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

1.2.3 - Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par le représentant du pouvoir adjudicateur, il ne sera versé aucune indemnité de dédit.

Article 2 – Intervenants

2.1. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Institut de France, représentée par Monsieur Xavier Darcos, Chancelier de l'Institut est maître d'ouvrage du site du Palais Conti, objet de la présente étude.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

2.2. Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément à la fiche de cadrage est :

L'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) – 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « le pouvoir adjudicateur ».

Ordonnateur et représentant du pouvoir adjudicateur habilité à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et suivants du code de la commande publique : Le Président de l'OPPIC.

JUSTIFICATION DE LA QUALITE DE LA PERSONNE SIGNATAIRE AU NOM DE L'OPPIC :

Décret du 24 mai 2023 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture - M. MOUROUGANE (Christian)

Comptable assignataire des paiements : Mme l'Agent comptable de l'OPPIC

2.3. Maitrise d'œuvre

Le groupement de maîtrise d'œuvre a pour mandataire Eugène architectes du Patrimoine, qui s'est adjoint les compétences du sous-traitant Equilibre Structure, bureau d'étude structure, en charge notamment du suivi du présent marché.

Article 3 – Mode de passation du marché

3.1 Mode de passation du marché

Le présent marché est un marché passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-4 du Code de la commande publique.

3.2 Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Article 4 – Pièces constitutives du marché

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-**PI**, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- le présent document faisant office d'acte d'engagement et de cahier des clauses administratives particulières et ses annexes :
 - annexe 1 : désignation de sous-traitant (s)
 - annexe 2 : organigramme et composition de l'équipe chargée de la mission
- le cahier des charges techniques particulières (CCTP)
- la décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en ce qui concerne l'utilisation des résultats

Article 5 – Obligations générales du titulaire

Se référer au CCTP.

Article 6 – Conditions d'exercice des prestations

Le titulaire s'engageant à une obligation de résultats, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par le pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Les interlocuteurs du pouvoir adjudicateur, responsables de l'exécution de la mission, sont désignés à l'annexe 2 du présent document.

Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

Le titulaire s'interdit de procéder à leur remplacement sans en avoir informé le pouvoir adjudicateur.

Article 7 - Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et articles R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 2 au présent marché.

A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du pouvoir adjudicateur exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à [l'article 11.2.3](#) du présent document.

Directive pour la rédaction de cette clause

- Cette clause est obligatoire (prendre a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE)

- le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

a) Je n'envisage pas de sous traiter.

b) Cas d'un titulaire unique : l'annexe n° 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

c) Cas d'un groupement titulaire : l'annexe 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

L'annexe n°1 au présent marché constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette annexe est de :

EURO HT.

Article 8 – Travail dissimulé - Production des documents visés au Code du travail.

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

Article 9 – Montant du marché – Contenu des prix

9.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du **CCAG-PI**, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et sa responsabilité civile décennale.

9.2. Montant du marché

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **septembre 2025** – mois m0 -, le montant de la rémunération de la mission est de : (montant en euros, en chiffres et en lettres).

Les prestations, objet du présent marché, sont rémunérées, par application d'un prix forfaitaire, tel qu'il en résulte dans le document « DPGF ».

	Montant € HT	TVA 20%	Montant € TTC
TRANCHE FERME (TF)			
<u>- Phase 1</u>			
> prise de connaissance de la documentation et visites du site		0	0
> rédaction de l'audit sécurité et d'accessibilité		0	0
<u>- Phase 2:</u>			
> rédaction d'un schéma directeur de mise en sécurité du site		0	0
Total Tranche ferme	0	0	0
TRANCHE OPTIONNELLE 1 (TO1)			
> Rédaction du PTD de la bibliothèque mazarine, y compris estimation et calendrier		0	0
TRANCHE OPTIONNELLE 2 (TO2)			
> Rédaction du PTD de la bibliothèque de l'Institut, y compris estimation et calendrier		0	0
TRANCHE OPTIONNELLE 3 (TO3)			
> Rédaction du PTD de l'aile Le Vau, y compris estimation et calendrier		0	0
TOTAL toutes tranches	0	0	0

Soit en toutes lettres et hors taxes - Tranche ferme :

Soit en toutes lettres et hors taxes - Tranche optionnelle 1:

Soit en toutes lettres et hors taxes - Tranche optionnelle 2:

Soit en toutes lettres et hors taxes - Tranche optionnelle 3:

Soit en toutes lettres et hors taxes – Toutes Tranches :

Il est précisé que le titulaire s'engage sur un montant libellé en lettres.

Article 10 – Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement

10.1. Nature des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

10.2 - Mode d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à [l'article 9](#) du présent document.

10.3 - Choix de l'index de référence :

L(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa (leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est **ING** publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

10.4 - Modalités d'actualisation des prix

Tel que prévu à [l'article 10.1](#) du présent document, les prix sont fermes et actualisables **si le début d'exécution prestations** intervient plus de trois (3) mois après la date d'établissement des prix figurant au présent marché.

Il sera fait application de la formule suivante :

$$PI = Po (In-3 / Io)$$

Formule selon laquelle :

- PI est le nouveau prix actualisé ;
- Po est le prix de base du règlement des prestations figurant à l'acte d'engagement.
- In-3 est la valeur de l'indice, défini pour le marché, du mois n-3, n étant le mois de la date de l'acte portant début d'exécution des prestations.
- Io est la valeur de ce même indice correspondant au mois d'établissement des prix fixés dans l'acte d'engagement.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

10.5 – Modalités de règlement des comptes

Selon l'article R. 2192-12 du Code de la commande publique, la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Acomptes

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

- Jusqu'à 80% au prorata de l'avancement de la tranche,
- 20% à la validation de la tranche par le MOA.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires :
<https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

- A) Titulaire unique ou groupement solidaire titulaire avec paiement sur compte unique

COLLER RIB ICI

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

B) Groupement conjoint ou solidaire titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés

1^{er} cotraitant – Mandataire

COLLER RIB ICI

2^{ème} cotraitant

COLLER RIB ICI

COLLER RIB ICI

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

Article 11 – Durée- délais d'exécution – pénalités

11.1 – durée - délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire.
L'exécution des prestations débute à la notification du marché / tranche.

Le délai de validité du marché est de 2 ans à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution de la tranche ferme est de 6 mois.
Le délai d'exécution de la tranche optionnelle 1 est 2 mois à compter de leur notification.

11.2 – pénalités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

11.2.1 – Retard dans la remise des prestations objet du marché

En cas de retard dans la remise des prestations objet du marché, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit : 100 € HT.

11.2.2 - Travail dissimulé

Sur demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à [l'article 8](#) du présent document (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de 100 € HT sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

11.2.3 – Sous-traitance

Conformément à [l'article 7](#) du présent document, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur le ou les contrats de sous-traitance dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à [l'article 3.6.3 du CCAG-Pi](#), la pénalité suivante sera appliquée : 50 € HT par jour de retard.

11.2.4 – Production des attestations d'assurance

Conformément à [l'article 19](#) du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances au pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 50 € HT par jour de retard.

Article 12 – Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

Article 13 – Cession de créance

A) Titulaire unique ou groupement titulaire avec paiement sur compte unique

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

- en euros HT : [\(à préciser\)](#)

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

B) Groupement titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés

Le montant maximal de la créance que le groupement titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la commande publique et aux articles L 313-23 à L 313-34 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

Article 14 – Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à [l'article 1](#) du présent document.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 38.3 du CCAG-PI.

Article 15 – Résiliation – Mesures coercitives

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

15.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subi éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

15.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG-PI si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 5 %. Le pourcentage d'abattement est fixé à 5 %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

15.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 36 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence d'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

Article 16 – Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 36 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Le délai de garantie court à compter de cette date.

Article 17 – Avance

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le titulaire est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003.

☐ Oui

☐ Non

JE (NOUS) REFUSE (REFUSONS) de percevoir l'avance prévue à l'article **(à préciser)** du CCAP (ou CCP **à préciser**).

J' (NOUS) ACCEPTE (ACCEPTEONS) de percevoir l'avance prévue à l'article **(à préciser)** du CCAP (ou CCP **à préciser**).

(rayer la mention inutile).

Article 18 – Différends et litiges

Le tribunal administratif compétent est celui de Paris pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 19 – Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles. Il remettra au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

Article 20 – Déclaration

Par la signature du présent document, après avoir pris connaissance des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :

Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs et frais et risques ou aux torts exclusifs et frais et risques de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Article 21 - Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

§ 1. Le traitement des données essentielles du marché public

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

§. 2 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander

à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser à, Madame Béatrice Vorbe-Phillips de la Protection des Données de l'OPPIC.

Délégué de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Article 22 - Dérogations

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.

Le titulaire

Est acceptée la présente offre

A Paris le, *(date à préciser)*

	PARTIE RÉSERVÉE A L'ADMINISTRATION
--	---

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement et cahier des clauses particulières.

Le présent document comporte les annexes énumérées ci-après :

annexe 1 : désignation de sous-traitant

annexe 2 : organigramme et composition de l'équipe chargée de la mission

La représentante du pouvoir adjudicateur

A

, Le

A

Le